

Toutes ces questions auraient dû être largement discutées dans le Parti ainsi que la question cruciale du stalinisme et de l'URSS.

Sur ce plan, il faut souligner la carence de la direction et en premier chef du secrétariat politique.

L'ERREUR ET LA CRISE DU RÉFÉRENDUM

Lorsque s'ouvrit la campagne législative, le Parti avait à se redresser d'une crise profonde provoquée par les tournants désordonnés d'une majorité de membres du CC sur la question du référendum. Cette majorité occasionnelle entraîne finalement le Parti à s'aligner derrière le stalinisme au nom d'un Front unique sur le vote, incroyable parodie du Front unique prolétarien.

"Faillite de la majorité" affirme la thèse droitiste. Voyons les faits :

Au CC du 31 Mars LA MAJORITÉ présente une analyse homogène de la situation et du sens du référendum :

- La constitution doit être rejetée comme une Constitution bourgeoise : sanctification de la propriété capitaliste, indemnisation des actionnaires des industries nationalisées, défense nationale, exploitation coloniale.

- Cette Constitution est l'œuvre achevée du tripartisme, c'est à dire de la soumission volontaire des Partis ouvriers aux intérêts de la bourgeoisie. (Production, blocage des salaires, ravitaillement, expédition en Indochine). Elle est le couronnement de 7 mois de tripartisme, c'est à dire, d'une politique ouvertement anti ouvrière et anti populaire menée par les partis trahisseurs que la majorité du pays voulait voir prendre le pouvoir et qui ont préféré s'acquiescer au MRP.

- Elle constitue dans le rapport des forces actuel (très favorable à la classe ouvrière) un moindre mal pour la bourgeoisie. Elle n'est pas l'expression du rapport des forces réel, tels qu'ils se manifesteraient si les partis ouvriers ne maintenaient pas la classe ouvrière dans l'inaction (grèves brisées, etc ...)

- Elle introduit une série de mesures anti-démocratiques : création à côté de l'assemblée élue au suffrage universel de 2 autres assemblées qui contrôlent et peuvent entraver son travail; mesures propres à assurer la "stabilité gouvernementale" qui en réalité doivent accroître l'indépendance de l'exécutif par rapport à l'assemblée; création d'un Président de la République disposant de pouvoirs importants et non responsable devant l'assemblée élue. Le Parti y oppose la Chambre unique, le contrôle et la révocabilité des élus, l'électorat dans l'appareil administratif militaire et judiciaire, armement du peuple.